Premières informations

SES MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE — Division Conjoncture de l'emploi et Marché du travail

Numéro 119 — FÉVRIER 1989

1988 : CROISSANCE DE L'EMPLOI ET LÉGÈRE BAISSE DU CHÔMAGE

La reprise de l'activité économique dont les premiers signes s'étaient manifestés au second trimestre 1987, s'est confirmée et même amplifiée au cours de l'année 1988. Soutenue par l'accélération de l'investissement et le dynamisme des exportations, la croissance de la production manufacturière en 1988 dépassera 5% en moyenne annuelle. Au total le produit intérieur brut marchand augmenterait de 3,6% après 2,3% en 1987.

Le dynamisme de l'économie s'accompagne d'une reprise de l'emploi : avec 1,4% en glissement sur l'année, la croissance de l'emploi salarié dans les secteurs marchands est la plus forte depuis 1976; le profil à la hausse est assez régulier tout au long des quatre derniers trimestres connus.

Le chômage a connu en 1988 une évolution moins régulière, en partie imputable au calendrier des mesures de la politique de l'emploi et à l'étalement des inscriptions de jeunes. Sur l'ensemble de l'année, l'effet de la reprise de l'emploi s'est fait sentir : de décembre 1987 à décembre 1988, le nombre des demandeurs d'emploi a baissé de 31000 (— 1,2%), le taux de chômage passant de 10,3% à 10,1%.

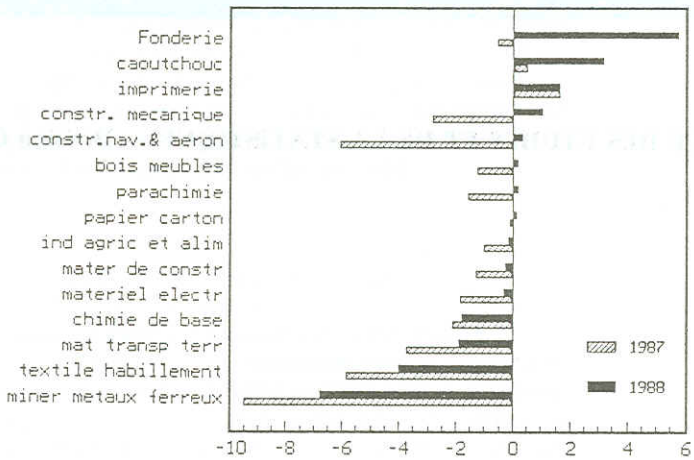
SES SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE
1, place de Fontenoy - 75700 PARIS — Téléphone : 40.56.51.62

Industrie : vers la stabilisation des effectifs.

La production de biens manufacturés, après avoir progressé de 0,9% en 1986, de 2,3% en 1987, dépassera en 1988 5% de croissance en moyenne annuelle. Les résultats de 1987 avaient été obtenus grâce à une amélioration de l'activité de certains secteurs de l'industrie des biens intermédiaires et des biens d'équipement; en 1988, toutes les branches, à des degrés divers, participent à l'accélération de la production. Alors qu'en 1987, les emplois avaient continué à disparaître dans l'industrie au rythme de 120.000 par an, la situation s'est améliorée à partir du premier trimestre 1988 : sur l'ensemble de l'année, les suppressions d'emplois ne devraient pas être supérieures à 20.000.

L'amélioration de l'emploi industriel n'est pas générale : dans certaines branches où les embauches avaient repris dès 1986 comme le caoutchouc la croissance des effectifs dépasse 3% sur l'année; d'autres secteurs qui avaient connu d'importantes réductions de personnel sont devenus créateurs d'emplois (fonderie et construction mécanique); ailleurs enfin, les suppressions de postes l'emportent toujours sur les créations (matériel de transport, textile-habillement, sidérurgie, charbonnage).

Évolution de l'emploi salarié dans des secteurs industriels



Alors que les disparitions d'emplois permanents correspondent à la réalisation de plans de restructuration à moyen ou long terme, la reprise s'est accompagnée d'un développement des embauches sur contrat de courte durée. Parmi ces contrats, le nombre de missions d'intérim progresse fortement en 1988 comme en 1987, mais leur durée semble maintenant se stabiliser. Ces emplois sont d'ailleurs comptés dans les services marchands aux entreprises, et non dans les secteurs utilisateurs, dont les effectifs sont de ce fait un peu minorés. Au total, l'équivalent d'environ 40 000 emplois ont été créés en 1988 par les entreprises de travail temporaire, la plupart pour l'industrie et le bâtiment.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricole

SECTEURS	Effectifs au 31 décembre 1988	Évolution annuelle en %		
		1986	1987	1988 (p)
Industries agricoles et alimentaires	527,5	– 0,4	– 1,0	– 0,1
Énergie	268,5	– 2,9	– 2,5	– 3,7
Biens intermédiaires	1 217,8	– 2,0	– 1,7	+ 1,4
Biens d'équipement	1 487,6	– 3,3	– 3,3	– 0,4
Biens de consommation	1 112,6	– 2,1	– 2,9	– 1,4
Industrie	**4 614,0**	**– 2,3**	**– 2,5**	**– 0,4**
Bâtiment - Génie civil et agricole	**1 226,1**	**+ 0,8**	**+ 1,3**	**+ 2,0**
Commerces	2 083,2	+ 1,6	+ 1,7	+ 2,2
Transports - Télécommunication	1 314,8	– 0,4	+ 0,4	+ 0,4
Services marchands	3 825,5	+ 2,7	+ 4,0	+ 3,7
dont : Services marchands aux entreprises	1 159,3	+ 4,4	+ 8,5	+ 8,2
Intitutions financières	669,3	+ 0,5	– 0,1	– 0,2
Tertiaire marchand	**7 892,8**	**+ 1,6**	**+ 2,4**	**+ 2,4**
Ensemble des secteurs marchands	**13 723,9**	**+ 0,1**	**+ 0,6**	**+ 1,4**

Source : INSEE, MTEFP.

Dans le bâtiment où l'activité est toujours soutenue, les effectifs (hors intérim) croissent de 2% après 1,3% en 1987. Enfin, le dynamisme des « services rendus aux entreprises » est toujours remarquable : avec 8,2% de croissance annuelle, ils créent environ la moitié des 180000 emplois tertiaires supplémentaires.

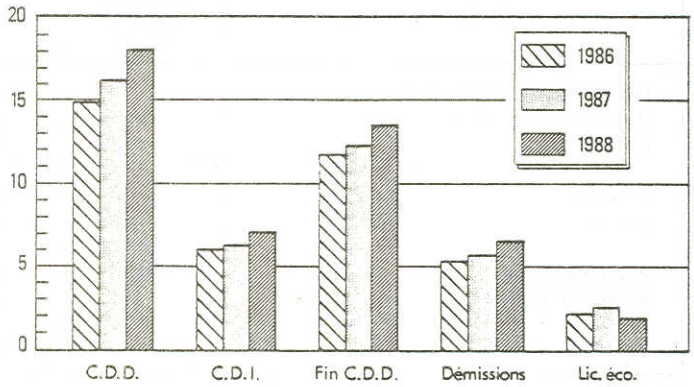
Moins de licenciements économiques, plus de démissions...

L'analyse des mouvements de main-d'œuvre dans les grands établissements * reflète l'amélioration de l'emploi. Les sorties dues à un licenciement économique sont en net recul, notamment dans l'industrie. Par ailleurs, les démissions — premier motif de sortie de l'emploi derrière la fin de contrat à durée déterminée — progressent dans tous les secteurs; cette augmentation de la mobilité volontaire confirme qu'une certaine détente sur le marché du travail est perçue par les salariés.

Le taux d'embauche s'accroît, mais leur répartition entre contrats à durée déterminée (CDD) et contrats à duréeindéterminée (CDI) reste stable : en moyenne sur l'année, deux CDD pour un CDI. Les recrutements se font le plus souvent sur contrat à durée déterminée, mais la progression de la rotation des effectifs notée depuis 1985, et liée au développement des embauches temporaires, ne s'est pas accélérée; une part des emplois créés en 1988 correspond donc à une reprise des embauches fermes.

Mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés et plus (années allant du mois d'octobre de l'année précédente au mois de septembre)

En pourcentage des effectifs



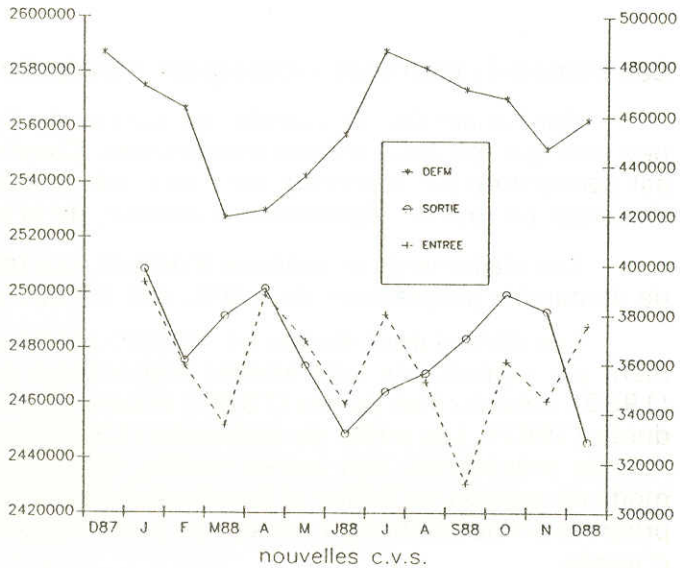
Principaux motifs des mouvements
Chiffres de douze régions

Légère baisse du chômage en 1988.

Au terme d'une évolution irrégulière, le chômage a baissé en 1988 : — 1,2% soit environ 30800 demandeurs d'emploi en moins de décembre à décembre. C'est la troisième baisse observée dans un passé récent; les précédentes remontent à 1985 (— 16800) et 1987 (— 12300. A la différence de ces deux années, la courbe du chômage 1988 est constamment restée en dessous de la courbe 1987, en dépit de la dégradation enregistrée au printemps : pour la première fois, il y a donc recul en moyenne annuelle (— 2,2%).

La tendance s'est retournée deux fois en cours d'année : l'amélioration générale de la conjoncture et le développement des dispositifs

Évolution des flux et du nombre des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1988



** Les établissements de 50 salariés et plus emploient environ la moitié de la population salariée des secteurs marchands non agricoles.*

de politique d'emploi conduisent au « creux » de fin mars (— 4,9% par rapport à mars 1987); les retours de stage sont à l'origine de la reprise du chômage au cours du deuxième trimestre; la poursuite de la croissance, le maintien des principaux dispositifs de politique d'emploi et le recul des inscriptions de jeunes inversent à nouveau la tendance pendant l'été.

Environ 8 500 000 inscriptions et annulations ont eu lieu pendant l'année, soit 4,0% de plus qu'en 1987. Cette progression est concentrée sur le premier semestre; elle résulte en grande partie de l'extension des programmes en faveur des chômeurs de longue durée qui ont provoqué un accroissement des entrées et des sorties de stages.

La reprise des inscriptions est sensible au premier semestre.

Après une année de quasi-stabilisation en 1987, le nombre des inscriptions à l'ANPE a recommencé à progresser en 1988, principalement au premier semestre; depuis août, on est revenu à un flux mensuel moyen d'inscriptions à peine supérieur à la moyenne de l'année précédente.

Évolution annuelle des inscriptions à l'ANPE par motif

Motif d'inscription	Structure 1988 (p) en %	1985	1986	1987	1988 (p)
Licenciement économique	12,9	+ 2,7	+ 3,5	+ 3,1	— 8,9
Autre licenciement	8,1	— 2,2	+ 5,9	— 0,1	+ 1,9
Démission	5,7	—11,1	— 0,4	— 5,7	+ 2,9
Fin de CDD	42,8	+ 8,4	+14,2	+ 6,9	+ 5,5
Intérim	5,4	+ 4,7	+ 7,8	+ 1,8	+ 9,5
Première entrée	13,0	— 1,8	+ 4,3	—11,4	+ 0,9
Reprise d'activité	7,4	— 2,7	+ 0,5	—12,9	+15,8
Total des entrées	**100,0**	**+ 2,4**	**+ 7,7**	**+ 0,3**	**+ 4,2**

(p) = provisoire. — *Source : MTEFP-ANPE.*

Près d'une inscription sur deux (48,2%) fait suite à un contrat de courte durée (contrat à durée déterminée ou mission d'intérim). Alors que la progression des premiers tend à ralentir par rapport à 1987, la croissance des inscriptions en fin de mission d'intérim croît fortement (+ 9,5%) et correspond au développement de l'emploi temporaire déjà mentionné.

De même, le recul des inscriptions suite à licenciement économique et la progression des entrées après démission font écho aux tendances positives observées du côté de l'emploi.

La quasi stabilisation des premières entrées par rapport au niveau faible enregistré en 1987 a contribué au ralentissement des inscriptions à l'ANPE au cours du second semestre. Cette stabilisation globale masque une baisse pour les jeunes (— 3,1%).

Les sorties du chômage progressent principalement suite à des reprises d'emploi.

Sur l'ensemble de l'année, les sorties de l'ANPE augmentent de 3,9%, soit un peu plus que les deux années précédentes. Comme pour les inscriptions, la croissance est concentrée sur le premier semestre; dès le mois de mai, le flux mensuel se rapproche, tout en restant légèrement supérieur, de la moyenne de 1987.

Les placements et reprises d'emploi, qui représentent la moitié des annulations de demandes progressent de 4,9%, soit 96 000 sorties supplémentaires.

Les sorties pour stages (+ 43 000 par rapport à 1987) sont en net ralentissement par rapport aux trois années précédentes qui avaient vu le lancement des TUC (1985), celui du plan jeunes (1986), et celui du plan en faveur des chômeurs de longue durée (1987). Les arrêts de recherche (135 600 en 1988) sont au même niveau que l'année précédente. Les autres motifs, notamment les motifs techniques tenant au mode de gestion du fichier et les absences pour défaut de pointage sont en très légère progression notamment à cause des perturbations liées aux grèves des postes en fin d'année.

Moins de jeunes sur le marché du travail.

Les inscriptions des moins de 25 ans ont principalement deux motifs (première entrée sur le marché du travail et fin de contrat à durée déterminée); elles ont baissé en 1988 (— 1,5%) comme en 1985 (— 1,8%) et en 1987 (— 3,4%). L'allongement de la scolarité, les mesures prises pour faciliter l'insertion expliquent la baisse des premières entrées : le fait nouveau en 1988 est le recul des inscriptions de jeunes en fin de contrat à durée déterminée, particulièrement important pour les 18-21 ans. Outre les facteurs déjà cités, l'amélioration de l'emploi a probablement contribué à cette évolution, plus prononcée chez les hommes que chez les femmes. Quoiqu'il en soit, la population des jeunes demandeurs d'emploi diminue encore fortement en 1988 (— 8,6%) comme en 1987 (— 8,3%).

Évolution en glissement annuel (décembre/décembre — en %) du nombre de demandeurs d'emploi

Demandeurs par sexe et âge (données brutes)	1985	1986	1987	1988
Hommes de moins de 25 ans	—10,6	— 5,0	—10,9	—11,7
Femmes de moins de 25 ans	—10,3	— 2,5	— 6,0	— 6,0
Hommes de 25 à 49 ans	+ 6,8	+10,5	+ 0,8	+ 0,2
Femmes de 25 à 49 ans	+16,0	+18,3	+ 8,6	+ 8,7
Hommes de plus de 50 ans	— 5,1	+ 1,7	+ 1,8	— 7,5
Femmes de plus de 50 ans	— 2,2	+ 5,6	+ 2,0	— 0,0
Total	**— 0,7**	**+ 5,5**	**— 0,5**	**— 1,2**

Source : MTEFP-ANPE.

Recul du chômage des plus âgés, mais progression pour les femmes de 25 à 49 ans.

Les évolutions des autres catégories de demandeurs sont très proches en 1988 et en 1987. Le recul du chômage des hommes de plus de 50 ans tient à l'extension des dispenses de recherche d'emploi et au recul des licenciements économiques. Le chômage des femmes de 25 à 49 ans progresse en 1988 comme en 1987 : d'une part, l'activité féminine continue de s'étendre comme le montre la dernière enquête sur l'emploi de l'INSEE; d'autre part, l'évolution récente de l'emploi est plus favorable aux hommes qu'aux femmes. Elle provient en effet essentiellement du secteur secondaire, les secteurs industriels à main-d'œuvre féminine restant en recul (textile-habillement, par exemple,...); enfin, l'impact des dispositifs de politique d'emploi quantitativement les plus importants est limité pour cette catégorie.

L'ampleur de la politique de l'emploi est maintenue.

Le tableau suivant rappelle la place occupée par les principaux dispositifs : environ 300000 jeunes étaient en TUC ou en SIVP fin 1988; 118000 personnes étaient stagiaires de la formation professionnelle dans des stages d'insertion ou de réinsertion pour des chômeurs de longue durée; enfin, 429000 actifs âgés se sont retirés de la population active.

Impact des dispositifs de politique d'emploi sur la population active

Unité : Millier

Dispositifs	Effectif 31/12/84	Effectif 31/12/85	Effectif 31/12/86	Effectif 31/12/87	Effectif 31/12/88	Variation Effectif 88 à 87
Stages assimilés à des emplois	0,8	207,5	270,8	317,5	299,6	—17,9
dont :						
— TUC	0,8	188,5	198,1	198,2	181,5	—16,7
— SIVP	—	19,0	72,0	102,0	90 (e)	—12 (e)
Autres stagiaires de la formation professionnelle	93 (e)	133 (e)	84,5 (e)	146 (e)	118,0	—28 (e)
dont :						
— stages d'insertion 16-25 ans	82 (e)	79 (e)	41 (e)	70,7	61 (e)	— 9,7 (e)
— stages en faveur des chômeurs de longue durée (1)	11 (e)	54 (e)	43,5 (e)	75,3 (e)	57 (e)	—18,3 (e)
Mesures de conversion	—	0,6	3,1	8,2	8,6 (e)	+ 0,4 (e)
Dispositifs d'incitation au retrait d'activité (2)	124,8	216,1	290,6	367,3	430,8 (e)	+63,5 (e)
dont :						
— ASFNE	119,1	151,3	171,6	181,0	191,5 (e)	+10,5 (e)
— dispenses de recherche d'emploi	4,5	62,5	114,2	179,0 (e)	229,5 (e)	+50,5 (e)
Total (3)	**217,8 (e)**	**349,7 (e)**	**378,2 (e)**	**521,5 (e)**	**557,4 (e)**	**+35,9 (e)**

(1) — Stages FNE/CLD, modulaires, FNE femmes isolées, stages de mise à niveau.
(2) — Allocation Spéciale du Fonds National pour l'Emploi (ASFNE), Préretraite progressive, dispenses de recherche d'emploi.
(3) — Bénéficiaires de dispositifs d'emploi correspondant à des sorties temporaires ou définitives du chômage ou de la vie active.
(e) — Estimation.

Source : SES.

LES MESURES D'INSERTION PROFESSIONNELLE EN 1988

Au cours de l'année 1988, environ 1,35 million de personnes ont bénéficié de mesures d'insertion professionnelle. Ce résultat global recouvre un déplacement de l'effort public en faveur des jeunes vers les chômeurs en difficulté. Ainsi en 1988, 1,02 million de jeunes ont bénéficié d'une formation en altenance, d'un stage 16-25 ans ou d'un TUC, contre 1,23 million en 1987. Cette diminution est en partie compensée par le développement du nombre de bénéficiaires des mesures de réinsertion des chômeurs adultes — en entreprise, par la formation ou bien dans les activités non-marchandes —, qui passe de 175000 en 1987 à près de 340000 en 1988.

Les mesures d'insertion des jeunes

• 590000 jeunes ont bénéficié en 1988 d'une formation en alternance, contre 740000 en 1987. Cette diminution s'explique par le non renouvellement de l'exonération accompagnent le contrat d'adaptation (99000 embauches en 1988 contre 250000 en 1987), ainsi que par la limitation et la réorientation, souhaitée par les partenaires sociaux, du stage d'initiation à la vie professionnelle (289000 en 1988 contre 323000 en 1987). Parallèlement, les formules les plus formatrices, l'apprentissage et le contrat de qualification progressent de 2% pour la première et de 68% pour la seconde, donnant lieu respectivement à 133000 et 65000 embauches sur l'année.

• Les stages de formation, pour les 16-25 ans concernent 99000 bénéficiaires contre 123000 en 1987.

• Enfin, l'insertion des jeunes dans le secteur non marchand a donné lieu à 330000 entrées en TUC, chiffre en recul par rapport à 1987 (360000).

Les mesures de réinsertion des chômeurs de longue durée.

Chacun des trois types de mesures connait une nette progression.

• Près de 125000 personnes au chômage depuis plus d'un an ont été embauchés en entreprise, contre 42000 en 1987, au titre d'un contrat de réinsertion en alternance (38000 sur l'année), d'une exonération de cotisations sociales patronales (20000), d'un stage de réinsertion en alternance (près de 45000) ou bien d'un stage de mise à niveau (22000).

• Les stages de formation proprement dits ont bénéficié à 177000 chômeurs, contre 122000 en 1987 : 115000 ont suivi un stage « modulaire » de l'ANPE, 62000 un stage du FNE pour chômeurs de longue durée, dont 3700 femmes dans le cadre du programme en faveur des femmes isolées et privées de ressources.

• Enfin au titre de la réinsertion des chômeurs par la création d'activités, les associations intermédiaires ont permis « la mise à disposition de particuliers ou d'entreprises » de 17000 personnes en décembre 1988 contre 4000 en décembre 1987. Les programmes locaux d'insertion ont concerné globalement 21000 personnes sur l'année, dont 3000 femmes isolées et 18000 PIL.

Imprimerie Nationale 8 256 152 O